

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de vereniging zonder winstoogmerk er elektronisch van in kennis gesteld dat de aanvullende vergoeding wordt toegekend.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 7. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "TFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21340]

1^{er} JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant le décret du 10 juin 2021 visant à poursuivre l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 juin 2021 visant à poursuivre l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la COVID-19, les articles 4, 5, 6, et 8;

Vu le rapport du 14 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juin 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2021;

Vu l'avis 69.651/2 du Conseil d'État, donné le 24 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié le 20 mars et le 26 mars 2021;

Considérant le Comité de concertation du 5 mars et du 24 mars 2021;

Considérant que, selon le calendrier de déconfinement, les établissements relevant du secteur Horeca pouvaient réouvrir au plus tôt le 1^{er} mai 2021;

Considérant que les établissements relevant des métiers qui impliquent des contacts trop rapprochés entre les individus étaient à nouveau fermés;

Considérant que les établissements ou les parties des établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et évènementiel étaient à nouveau fermés au public;

Considérant qu'à la suite de la prolongation de fermeture au-delà du 7 mars 2021, les associations sans but lucratif concernées ont continué de voir leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant qu'à la suite d'une nouvelle fermeture pour ces secteurs, la présente mesure a pour but d'amoinrir l'impact économique de cette nouvelle fermeture pour les associations sans but lucratif évoluant dans ce type d'activité;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoinrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les associations sans but lucratif confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie des associations sans but lucratif concernées, ce qui devrait être évité à tout prix;

Considérant que ces problèmes et effets se font sentir et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide;

Qu'il est fondamental de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le décret : décret du 10 juin 2021 visant à poursuivre l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la COVID-19;

2^o l'association sans but lucratif : l'association sans but lucratif visée à l'article 1^{er}, 1^o, du décret;

3^o l'indemnité complémentaire : l'indemnité octroyée conformément au décret;

4^o le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions;

5^o l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche.

Art. 2. Conformément aux articles 4, 5 et 6 du décret, le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une indemnité complémentaire à l'association sans but lucratif.

Conformément aux articles 4, alinéa 3, 5, alinéa 3, et 6, alinéa 3, le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés aux articles 4, alinéa 1^{er}, 5, alinéa 1^{er}, et 6, alinéa 1^{er}, du décret, pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture au moins jusqu'au 27 mars 2021 en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de COVID-19.

Art. 3. Conformément à l'article 8, alinéa 1^{er}, du décret, dans les délais déterminés par le Ministre, l'association sans but lucratif introduit auprès de l'Administration sa demande d'indemnité complémentaire via le formulaire sur la plateforme web.

Conformément à l'article 8, alinéa 4 du décret, le montant de l'indemnité complémentaire est calculé par l'Administration, conformément aux articles 4, 5 et 6 du décret, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques ou par l'association sans but lucratif dans le cas où celle-ci bénéficie d'un régime particulier de taxe sur la valeur ajoutée.

Conformément à l'article 8, alinéa 5 du décret, l'Administration peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

Art. 4. La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des indemnités complémentaires relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'Administration.

Art. 5. Conformément à l'article 9 du décret, lorsque la demande n'est pas recevable, l'agent de niveau A visé à l'article 4 suspend la demande et informe l'association sans but lucratif qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété dans un délai d'un mois à dater de la date de notification de la suspension ou que la demande d'indemnité complémentaire est à nouveau déclarée irrecevable, celle-ci est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'association sans but lucratif est informée électroniquement que l'indemnité complémentaire est accordée.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} juillet 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/21340]

1 JULI 2021. — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 10. Juni 2021 zur Fortsetzung der Gewährung einer ergänzenden Entschädigung zugunsten der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die im Rahmen der COVID 19-Krise eine wirtschaftliche Tätigkeit ausüben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juni 2021 zur Fortsetzung der Gewährung einer ergänzenden Entschädigung zugunsten der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die im Rahmen der COVID 19-Krise eine wirtschaftliche Tätigkeit ausüben, Artikel 4, 5, 6 und 8;

Aufgrund des Berichts vom 14. Juni 2021, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 16. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Juni 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 24. Juni 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 69.651/2 des Staatsrats;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des am 20. und 26. März 2021 abgeänderten Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

In Erwägung des Konzertierungsausschusses vom 5. und 24. März 2021;

In der Erwägung, dass die Betriebe des HORECA-Sektors nach dem Zeitplan für Lockerungsmaßnahmen frühestens am 1. Mai 2021 wieder öffnen durften;

In der Erwägung, dass die Betriebe in Verbindung mit Berufen, die zu enge Kontakte zwischen Einzelpersonen voraussetzen, erneut geschlossen waren;

In der Erwägung, dass die Betriebe beziehungsweise Teile von Betrieben, die in den Bereichen Kultur, Feiern, Sport, Freizeit und Veranstaltungen aktiv sind, für die Öffentlichkeit erneut geschlossen waren;

In der Erwägung, dass die betreffenden Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht im Anschluss an die Verlängerung der Schließpflicht über den 7. März 2021 hinaus weiterhin Umsatzeinbußen oder sogar Umsatzverluste hinnehmen mussten, wodurch die Einkommen der Unternehmer und ihrer Beschäftigten gefährdet werden;

In der Erwägung, dass die vorliegende Maßnahme im Anschluss an eine neue Schließung für diese Sektoren darauf abzielt, die wirtschaftlichen Auswirkungen dieser neuen Schließung für die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die diese Art von Tätigkeit ausüben, zu erleichtern;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, die aufgetretenen Schwierigkeiten zu mildern und zu versuchen, eine Konkurswelle bei Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht zu vermeiden, die infolge der Krise mit akuten Liquiditätsproblemen konfrontiert sind;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft der betreffenden Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen bereits zu spüren sind und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, dass die Beihilfe so schnell wie möglich ausgezahlt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 10. Juni 2021 zur Fortsetzung der Gewährung einer ergänzenden Entschädigung zugunsten der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die im Rahmen der COVID 19-Krise eine wirtschaftliche Tätigkeit ausüben;

2° Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht: die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne von Artikel 1 Ziffer 1 des Dekrets;

3° Ergänzende Entschädigung: die gemäß dem Dekret gewährte Entschädigung;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

5° Verwaltung; der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung.

Art. 2 - Gemäß den Artikeln 4, 5 und 6 des Dekrets gewährt der Minister nach von ihm festgelegten Modalitäten der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht eine ergänzende Entschädigung.

Gemäß den Artikeln 4 Absatz 3, 5 Absatz 3 und 6 Absatz 3 kann der Minister Sektoren oder Teilsektoren nach den Artikeln 4 Absatz 1, 5 Absatz 1 und 6 Absatz 1 des Dekrets hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere bis mindestens 27. März 2021 Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie sind.

Art. 3 - Gemäß Artikel 8 Absatz 1 des Dekrets reicht die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht innerhalb der vom Minister festgelegten Fristen ihren Antrag auf eine ergänzende Entschädigung mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Gemäß Artikel 8 Absatz 4 des Dekrets wird die Höhe der ergänzenden Entschädigung gemäß Artikel 4, 5 und 6 des Dekrets von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen oder von der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, wenn diese einer besonderen Mehrwertsteuerregelung unterliegt, mitgeteilt werden.

Gemäß Artikel 8 Absatz 5 des Dekrets kann die Verwaltung ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

Art. 4 - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der ergänzenden Entschädigungen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

Art. 5 - Gemäß Artikel 9 des Dekrets setzt der Bedienstete der Stufe A den Antrag auf eine ergänzende Entschädigung aus, wenn dieser Antrag nicht zulässig ist, und informiert die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die ihren Antrag vervollständigen und zur erneuten Prüfung der Zulässigkeit einreichen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Notifizierung der Aussetzung nicht ergänzt wird oder wenn der Antrag auf eine ergänzende Entschädigung erneut als nicht zulässig erklärt wird, wird er endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht auf dem elektronischen Wege darüber informiert, dass die ergänzende Entschädigung gewährt wird.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1 Juli 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/21340]

1 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 10 juni 2021 tot voortzetting van de toekenning van een aanvullende vergoeding ten gunste van de verenigingen zonder winstoogmerk die een economische activiteit in het kader van de COVID-19-crisis uitoefenen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 juni 2021 tot voortzetting van de toekenning van een aanvullende vergoeding ten gunste van de verenigingen zonder winstoogmerk die een economische activiteit in het kader van de COVID-19-crisis uitoefenen, de artikelen 4, 5, 6 en 8;

Gelet op het rapport van 14 juni 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 juni 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juni 2021;

Gelet op advies 69.651/2 van de Raad van State, gegeven op 24 juni 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd op 20 maart en 26 maart 2021;

Gelet op het Overlegcomité van 5 maart en 24 maart 2021;

Overwegende dat de inrichtingen uit de horecasector volgens het tijdsplan van de exit-strategie ten vroegste op 1 mei 2021 opnieuw zouden kunnen openen;

Overwegende dat inrichtingen in de beroepen die een te nauw contact tussen personen inhouden, opnieuw gesloten waren;

Overwegende dat de inrichtingen of onderdelen van de inrichtingen die behoren tot de culturele, feestelijke, sportieve, recreatieve en evenementensector, opnieuw gesloten waren voor het publiek;

Overwegende dat na de verlenging van de sluiting voor deze sectoren tot na 7 maart 2021, de betrokken verenigingen zonder winstoogmerk hun omzet nog steeds hebben zien dalen of zelfs verdwijnen, waardoor de inkomens van de ondernemers en hun werknemers in gevaar zijn gekomen;

Overwegende dat deze maatregel, naar aanleiding van een nieuwe sluiting voor deze sectoren, bedoeld is om de economische gevolgen van deze nieuwe maatregel voor de verenigingen zonder winstoogmerk die dit soort activiteiten verrichten, te beperken;

Overwegende dat deze steun met name tot doel heeft de ondervonden moeilijkheden te verminderen en een golf van faillissementen proberen te voorkomen onder de verenigingen zonder winstoogmerk die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie van de verenigingen zonder winstoogmerk zouden kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat het fundamenteel is dat deze steun onverwijld wordt gestort;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet: het decreet van 10 juni 2021 tot voortzetting van de toekenning van een aanvullende vergoeding ten gunste van de verenigingen zonder winstoogmerk die een economische activiteit in het kader van de COVID-19-crisis uitoefenen;

2° de vereniging zonder winstoogmerk: de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet;

3° de aanvullende vergoeding: de overeenkomstig het decreet toegekende aanvullende vergoeding;

4° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

5° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek.

Art. 2. Overeenkomstig de artikelen 4, 5 en 6 van het decreet kent de Minister, volgens de door hem vastgestelde modaliteiten, een aanvullende vergoeding toe aan de vereniging zonder winstoogmerk.

Overeenkomstig de artikelen 4, derde lid, 5, derde lid, en 6, derde lid, kan de Minister sectoren of deelsectoren als bedoeld in de artikelen 4, eerste lid, 5, eerste lid, en 6, eerste lid, toevoegen op voorwaarde dat zij tot ten minste 27 maart 2021 gesloten zijn op grond van een federale of gewestelijke maatregel ter bestrijding van de COVID-19-epidemie.

Art. 3. Binnen de door de Minister vastgestelde termijnen dient de vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig artikel 8, eerste lid, van het decreet, haar aanvraag voor de aanvullende vergoeding bij de Administratie in via een formulier op het webplatform.

Overeenkomstig artikel 8, vierde lid, van het decreet wordt het bedrag van de aanvullende vergoeding overeenkomstig de artikelen 4, 5 en 6 van het decreet door de Administratie berekend op basis van de gegevens die haar worden meegedeeld door de authentieke bronnen of door de vereniging zonder winstoogmerk indien ze een bijzondere regeling van de belasting op de toegevoegde waarde geniet

Overeenkomstig artikel 8, vijfde lid, van het decreet kan de Administratie eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 4. De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de aanvullende vergoedingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, dat door de directeur-generaal van de Administratie wordt aangewezen.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 9 van het decreet schorst het in artikel 4 bedoelde personeelslid van niveau A de aanvraag, wanneer ze niet ontvankelijk is, en deelt hij dit mee aan de vereniging zonder winstoogmerk, die haar aanvraag kan aanvullen en voor een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek kan indienen.

Indien het dossier niet binnen een maand na de datum van kennisgeving van de schorsing wordt aangevuld, of indien de aanvraag voor de aanvullende vergoeding opnieuw niet-ontvankelijk wordt verklaard, wordt ze definitief geannuleerd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de vereniging zonder winstoogmerk er elektronisch van in kennis gesteld dat de aanvullende vergoeding wordt toegekend.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 7. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,

Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21337]

2 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, article 47/15bis, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2021 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 juillet 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juillet 2021;

Vu le rapport du 1^{er} juillet 2021 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19;

Considérant les décisions du Comité de concertation, notamment celles du 11 mai 2021 et du 4 juin 2021 par lesquelles les entités fédérées ont été chargées d'apporter dans leur réglementation les modifications qui devraient entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2021;

Considérant que la Conférence interministérielle Santé publique a approuvé, le 16 juin 2021, de nouvelles règles en matière de testing et de quarantaine pour les personnes entièrement vaccinées dans le cadre d'un contact à haut risque;

Considérant que l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé prévoit qu'il revient au Gouvernement de fixer les catégories de personnes qui sont susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19 et qui sont en conséquence tenues de se placer immédiatement en isolement ou quarantaine et de procéder à un dépistage, selon les modalités définies par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales. Il lui revient également de fixer les exemptions à ces obligations. Le Gouvernement exerce cette compétence sur la base des recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales;

Considérant qu'en exécution de cette disposition, le Gouvernement wallon a adopté un arrêté le 6 novembre 2020, remplacé par un nouvel arrêté du Gouvernement wallon en date du 1^{er} avril 2021, modifié en date du 29 avril 2021;

Considérant que lors de ses séances des 11 mai et 4 juin 2021, le Comité de concertation a décidé que les entités fédérées devaient transposer dans leur réglementation, la nouvelle liste harmonisée des exceptions aux obligations de quarantaine et de prélèvement, lesquelles doivent entrer en vigueur pour le 1^{er} juillet 2021;

Considérant que par souci de clarté, il a été décidé d'adopter un nouvel arrêté, reprenant l'ensemble des règles applicables en matière d'obligation de quarantaine et de testing;

Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire et l'importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière de quarantaine et de dépistage puissent être prises concernant notamment les personnes revenant de certaines zones situées à l'étranger;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité, du Comité de concertation et au sein de la Conférence interministérielle Santé publique;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique;

Considérant que l'urgence est d'autant plus prégnante que la période des vacances d'été est propice aux voyages, à la résurgence de l'épidémie et à l'import de nouveaux variants;

Considérant que la COVID-19 continue à circuler sur le territoire européen et belge;